

Éditorial

André Kaspi



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/78>

DOI : [10.4000/histoire-cnrs.78](https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.78)

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 6 novembre 1999

ISBN : 978-2-271-05707-5

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

André Kaspi, « Éditorial », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 1 | 1999, mis en ligne le 24 février 2006, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/78> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.78>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Éditorial

André Kaspi

- 1 Voici le premier numéro de *La Revue pour l'histoire du CNRS*. Les lecteurs jugeront de la qualité et de l'originalité des articles. Ils nous feront part, je le souhaite, de leurs observations et de leurs suggestions. Mais auparavant, je voudrais expliquer ce que nous avons tenté de réaliser.
- 2 Beaucoup de revues vivent ou survivent dans la France d'aujourd'hui. L'histoire est fort bien représentée dans cet ensemble. Le CNRS lui-même dispose de journaux, de périodiques, de bulletins qui diffusent l'information nécessaire. N'allons-nous pas faire double emploi ? De fait, *La Revue* remplit trois fonctions. En premier lieu, elle signale à la communauté des historiens, plus largement à la communauté scientifique, que l'histoire du CNRS a désormais droit de cité dans le champ des savoirs, qu'il existe, au sein de l'histoire des sciences, une case spéciale, réservée à l'histoire de la recherche publique, qu'il s'agisse des sciences biologiques, chimiques, physiques, humaines ou sociales. La tâche est immense, j'en suis conscient. Le défrichage du terrain commence à peine. Les jeunes chercheurs ont devant eux un domaine nouveau, passionnant, à peine exploré.
- 3 Dans cette perspective, notre comité de lecture portera sur les projets d'articles une évaluation aussi objective que possible, et s'ils répondent aux critères que nous avons définis, nous les publierons. Nous susciterons ainsi des travaux originaux. Nous contribuerons à les faire connaître. Nous approfondirons nos connaissances. Ce sera notre contribution au renouvellement, à l'extension de l'histoire de la recherche.
- 4 En deuxième lieu, le Comité pour l'histoire du CNRS ambitionne d'exécuter un vaste programme. Avant de construire l'histoire des soixante premières années de l'institution, de suivre les évolutions des laboratoires et les démarches des chercheurs, il faut procéder par étapes. La direction scientifique de chaque département m'a recommandé deux ou trois laboratoires, les plus anciens, les plus prestigieux, les mieux pourvus en archives. Partout, j'ai reçu un accueil cordial, l'assurance d'une collaboration étroite, des encouragements. Il convient, en conséquence, de retracer l'histoire de chaque structure, les raisons de sa création, voire de sa disparition, les liens qui l'unissent aux autres structures du même domaine, l'évolution et les activités

de ses personnels. Les historiens qui mèneront à bien ce programme, avec le concours des chercheurs sur le terrain, devront, au terme de leurs travaux, sans doute aussi dans le cours de leurs recherches, rédiger des rapports d'étapes, poser et résoudre des problèmes méthodologiques, comparer avec d'autres enquêtes du même type.

- 5 Bref, *La Revue* leur proposera de publier ce qu'ils souhaiteront faire paraître. Du coup, un dialogue pourra s'engager entre les chercheurs, qu'ils soient français ou étrangers. Des échanges intellectuels ouvriront la voie à d'autres questions, donc à d'autres réponses. De ce bouillonnement d'idées sortira, j'en suis certain, une image nouvelle de la recherche publique en France. Nous pourrons, dans un avenir plus ou moins lointain, envisager la rédaction d'une histoire du CNRS.
- 6 En troisième lieu, enfin, nous n'oublions pas que *La Revue* ne s'adresse pas seulement aux chercheurs professionnels. Il y a celles et ceux qui manifestent, à juste titre, leur curiosité à l'égard des progrès et des échecs de la science. Ils s'interrogent sur les moyens dont disposent les laboratoires, sur la politique scientifique d'hier ou d'avant-hier pour mieux comprendre celle d'aujourd'hui. Ces esprits ouverts, nous n'avons pas le droit de les négliger. Grâce à eux, le CNRS dispose de soutiens indéfectibles. Leurs questions, leurs inquiétudes, leurs réactions, influent sur la recherche. Pour garder le contact avec eux, pour les attirer, il ne faut surtout pas verser dans le flou ou dans l'incompréhensible. Les articles en français feront l'objet d'un résumé en anglais, et vice versa. Ils devront être aussi clairs que possible. Nous tâcherons d'éviter le jargon. Nous ne souhaitons pas nous lancer dans la vulgarisation, encore que la vulgarisation ne soit nullement méprisable. Nous voulons une revue accessible au plus grand nombre pour que nos propos puissent être compris. Une aubaine pour le public qui n'appartient pas à la communauté scientifique. Une saine gymnastique pour des historiens qui pourraient oublier leurs responsabilités civiques.
- 7 Autant dire que nous ne ménagerons pas nos efforts pour que *La Revue* atteigne les objectifs que nous lui avons fixés. Le comité de rédaction a fourni un travail remarquable, dont je tiens à le remercier. Qu'il me soit permis de citer tout particulièrement Girolamo Ramunni, le rédacteur en chef, Muriel Le Roux,
- 8 Caroline Guérin et Virginie Durand. Sans eux, sans leur dévouement et leur acharnement, rien n'aurait pu être fait. Et si nous avons choisi de collaborer avec CNRS ÉDITIONS, c'est que nous avons une confiance, pleine et entière, dans le dynamisme et dans la créativité de ses responsables.
- 9 D'un numéro à l'autre, les lecteurs de *La Revue* retrouveront un découpage identique. Le dossier porte sur un thème, que déclinent plusieurs articles. Quelques contributions permettent d'aborder des sujets qui ne sont pas directement liés au dossier. Des nouvelles de la science en cours, celle qui se fait de nos jours, illustrent « la mise en histoire ». Des comptes rendus d'ouvrage complètent l'ensemble. Cette division du sommaire devrait satisfaire nos lecteurs, dans la mesure où nous leur offrirons une analyse approfondie dans le cadre du dossier, et, au-delà du dossier, des informations variées. Il va de soi, une fois de plus, que la formule n'est ni magique ni éternelle. Si nos lecteurs, si le comité de lecture nous recommande d'emprunter d'autres voies, nous ne resterons pas sourds à leurs suggestions. Le premier de nos dossiers traite du CNRS sous la présidence du général de Gaulle. Nous reproduisons le discours qu'il a prononcé à Toulouse le 14 février 1959. Pierre Piganiol, le premier délégué à la recherche scientifique et technique, donne son témoignage. Pierre Lelong, par son témoignage, présente les multiples initiatives en faveur de la recherche. Girolamo Ramunni analyse

la politique scientifique de 1959 à 1969. Aucun d'entre nous n'aura l'outrecuidance de penser que désormais tout est dit sur cette période. Il n'empêche que la voie est tracée.

- 10 Ces dix années revêtent une importance capitale. Le général de Gaulle a pour ambition de restaurer l'État, de stimuler la croissance économique, de redonner à la France son rang dans le monde. Il a naturellement compris que « la grandeur » du pays dépend aussi de la politique scientifique. Sans une recherche dynamique, point d'expansion industrielle et technologique, point d'indépendance nationale. La construction de l'avion supersonique Concorde, l'élaboration du procédé Secam pour la télévision en couleur, le plan Calcul en informatique, les conséquences technologiques de l'explosion de la bombe atomique française, voilà autant de réalisations que permet la recherche fondamentale et appliquée. De Gaulle en est si bien conscient qu'il crée, peu après son retour aux affaires, le Comité consultatif à la recherche scientifique et technique (CCRST). Dans le même élan, le délégué général veille, auprès du Premier ministre, à l'exécution des décisions du gouvernement. Louis Jacquinot, ministre d'État, est tout spécialement chargé de la Recherche. Un comité interministériel coordonne l'action du CCRST, du délégué et des ministères directement concernés.
- 11 Certes, Girolamo Ramunni nous rappelle que, depuis 1945, les gouvernements français ont manifesté leurs préoccupations dans le domaine de la recherche. Il n'empêche que de Gaulle prend des décisions énergiques qui vont faire un grand pas en avant. Le CNRS en est l'un des bénéficiaires principaux. Ses chercheurs obtiennent en 1959 un statut qui leur promet une véritable carrière : ils seront d'abord attachés, puis chargés, puis maîtres, enfin directeurs de recherche. Les crédits sont augmentés. Michel Debré, le Premier ministre, a fait une déclaration très claire devant le comité interministériel : « Pour le CNRS, a-t-il dit, il faut le modifier et l'améliorer afin qu'il puisse notamment prêter son concours aux ministères autres que celui de l'Éducation nationale. Le bilan des recherches nationales doit être fait à chaque année et le CNRS doit apporter un travail de synthèse. »
- 12 Pierre Jacquinot exerce les fonctions de directeur général de 1962 à 1969. Il met en vigueur les réformes demandées, crée les laboratoires associés, inaugure les recherches coordonnées sur programme, bénéficie au moins dans un premier temps d'un nombre accru d'emplois. Le CNRS connaît alors des transformations profondes. Ce n'est pas encore l'organisme de recherche d'aujourd'hui. Ce n'est plus celui qui a survécu à l'Occupation et repris son essor au lendemain de la Libération.
- 13 Ce résumé, si squelettique soit-il, souligne l'intérêt du dossier que nous publions. Les débats que nous décrit Girolamo Ramunni, illustrent les problèmes principaux que le CNRS a affrontés tout au long de son histoire : statut des chercheurs, relations avec l'Université et le monde industriel, politique scientifique du gouvernement, rôle des dirigeants. Pourtant, l'anachronisme nous guette. Non, les années soixante ne constituent pas le modèle que nous devrions chercher à répéter. Les circonstances ont profondément changé. À cette époque, la communauté européenne venait de naître. Les sciences poursuivaient leur développement à l'intérieur des frontières nationales. La France, comme bien d'autres États d'Europe, jouissait d'une croissance que nous avons baptisée les Trente Glorieuses. Ne redoutait-on pas que les chercheurs fuient le CNRS pour prendre un emploi plus lucratif, plus stable, dans l'industrie ? La guerre froide battait son plein. La rivalité entre les deux blocs incitait les gouvernements à confier aux scientifiques des responsabilités qui touchaient à la paix comme à la guerre. En un mot, les historiens et les acteurs qui aujourd'hui témoignent nous font découvrir

ou redécouvrir un monde qui n'est pas le nôtre. Ils ne cherchent nullement à proposer un programme politique. Nous avons dans nos cartons d'autres thèmes, qui nourriront les dossiers des numéros suivants, comme par exemple l'histoire de quelques grands laboratoires. Pour l'instant, je voudrais, en conclusion de ce premier éditorial, exprimer un vœu. Que *La Revue* connaisse le succès qu'elle mérite, qu'à l'enthousiasme des initiateurs réponde celui des lecteurs.

AUTEUR

ANDRÉ KASPI

président du Comité pour l'histoire du CNRS